

Avril 2021



TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET CROISSANCE

Sommaire

Engagement climatiques et tentations autoritaires P. 3

Yves Crozet, Professeur émérite à Sciences-Po Lyon
Laboratoire Aménagement Economie Transport

Transition écologique : décroissance ou innovation, devons nous choisir ? P. 8

Jean Coldefy, Directeur du programme mobilité 3.0, ancien responsable mobilité de la métropole de Lyon

Retrouvez l'URF sur ses réseaux sociaux :



Union Routière de France
9, rue de Berri - 75008 Paris
01 44 13 37 17 - www.unionroutiere.fr

Concept et maquette : Stéphane Levesque et Sylvie Nogueira
Directeur de publication : Jean Mesqui
Les opinions exprimées dans la présente publication n'engagent que leurs auteurs.



Engagements climatiques et tentations autoritaires

Par Yves Crozet

Le philosophe Serge Audier¹, dans son dernier ouvrage, évoque le risque de voir les engagements climatiques justifier une dérive vers un « État éco-autoritaire » ou une « éco-dictature ». Un fantasme ? Pas si sûr ! Les confinements et le couvre-feu mis en place pour réduire les impacts de la pandémie ne sont-ils pas un test grandeur nature des contraintes sur la mobilité qu'impose le réchauffement climatique ? La baisse drastique du trafic aérien et du tourisme international, la contraction du trafic automobile, ne sont-ils pas une bonne nouvelle pour le climat ? Beaucoup se sont félicités de la baisse des émissions de gaz à effet de serre en 2020, exactement ce qui serait nécessaire chaque année d'ici à 2050 pour atteindre la neutralité carbone !

Les mesures contraignant la mobilité des personnes nous mettraient donc sur la bonne voie, celle de la frugalité. N'étions-nous pas plus heureux avant de devenir les esclaves des téléphones portables et des réseaux sociaux ? La crise sanitaire n'est-elle pas l'occasion de revenir à « l'essentiel » : la simplicité, la proximité... ? De telles questions sont naïves, réactionnaires au sens du « c'était mieux avant ». Mais elles sont à la mode et contribuent à légitimer l'idée qu'il est temps

d'admettre, comme l'affirme J.M. Jancovici², que « la décroissance est un scénario absolument inévitable ». Par son caractère péremptoire, une telle affirmation mérite un examen critique. La rhétorique du « monde fini » n'est exempte ni de sophismes ni de dérive autoritaire.

Une autre forme de tentation réactionnaire ne doit pas être oubliée. Elle fait son chemin, à gauche et à droite de l'échiquier politique, via, pêle-mêle, la promotion du « local », la dénonciation de la mondialisation (Amazon...) mais aussi du progrès technique (les vaccins, la 5G) et de l'immigration.

La pandémie et les contrôles aux frontières ont renforcé les réflexes nationalistes et populistes. Un peu partout en Europe, et notamment en France, beaucoup d'électeurs verraient d'un bon œil l'avènement d'un pouvoir autoritaire, notamment pour se libérer, comme l'avait promis Donald Trump, des contraintes liées aux engagements climatiques.

La question se pose donc de savoir si nous pouvons échapper à ces deux formes de régime autoritaire. La réponse officielle en France est que c'est possible grâce à la « croissance verte ». Mais elle implique des changements de prix

relatifs douloureux, voire une régulation par le rationnement qui ne le sera pas moins. Il n'est donc pas surprenant que les gouvernements se hâtent lentement à mettre en œuvre les mesures conduisant à la neutralité carbone. La politique consiste à faire des choix dans un univers multidimensionnel. Les engagements climatiques ne sont pas les seuls comme le montrent les atermoiements autour de la Convention citoyenne pour le climat.

1 - La décroissance et le sophisme du « monde fini »

Rappelons-le d'emblée pour éviter tout procès en sorcellerie. Le dérèglement climatique est une réalité qui mérite sa place au sommet de l'agenda des politiques publiques. Mais privilégier le seul enjeu climatique pour justifier la décroissance ignore la complexité pour lui substituer une posture simpliste. Ainsi que l'a expliqué Raymond Boudon³, il suffit pour se convaincre d'idées douteuses, fragiles ou fausses, que l'argumentation soit contaminée par des « a priori clandestins » qui, pour être banals, n'en sont pas moins discutables.

Ainsi, la décroissance est présentée comme inévitable avec l'argumentation suivante, apparemment irréfutable :

¹ Serge Audier, La cité écologique : pour en éco-républicanisme, La découverte, 750p. 2020.

² <https://www.courrierdesmaires.fr/93054/jean-marc-jancovici-les-villes-natteindront-pas-seules-la-neutralite-carbone/>

³ R. Boudon. L'art de se persuader des idées douteuses, fragiles ou fausses, Fayard, 1990

► **La croissance serait injuste** car elle pille la planète au détriment de générations futures auxquelles nous aurons en plus légué un enfer climatique.

► **La croissance serait inefficace** : comme l'affirme Jean-Marc Jancovici, « *le business as usual est une impasse « physique », car dépendant de ressources épuisables (combustibles fossiles, métaux, etc.).*

► **Donc la croissance est condamnée** comme l'affirme le même auteur dans la même interview. « *A moyen terme, la contraction productive donc économique est inéluctable* ».

Ce type d'argumentation est un sophisme, un raisonnement faussé par un « a priori clandestin » assimilant croissance et hausse infinie des volumes produits et des prélèvements sur des ressources naturelles finies. Or la croissance ce n'est pas cela, mais la hausse de la productivité (produit par tête) issue du progrès technique, lequel permet de faire plus avec moins, notamment pour les générations futures.

En toute logique, si les ressources naturelles sont finies, chacune des milliers de générations futures en aura mécaniquement de moins en moins à sa disposition, même si nous étions vertueux. Re-mettons donc l'argumentation sur ses pieds.

C'est parce que le monde est fini que nous avons besoin de croissance (hausse de la productivité)

Si, à l'aube de la révolution industrielle, nos ancêtres avaient raisonné en termes

de monde fini, où en seraient celles qui étaient pour eux les générations futures, c'est-à-dire nous ?

Ainsi la rhétorique du « monde fini » fait fausse route en agitant le spectre de la pénurie. Il s'agit d'une approche archaïque des choses, relevant de l'époque des crises de subsistance.

Il existe une façon plus pertinente de concevoir la finitude du monde en prenant en compte tous les impacts du progrès technique, y compris les effets rebonds.

En réduisant régulièrement les coûts de production, les innovations ont débouché sur une société d'abondance caractérisée par la démocratisation de l'accès à une multitude de biens et services. Les chaudières, les voitures, les avions... ne cessent d'améliorer leur rendement mais leur nombre augmente tellement vite que la consommation de carburants fossiles continue de progresser.

Le problème que rencontre la croissance à l'échelle mondiale, ce n'est pas le manque (pétrole, eau, terres rares...), mais l'abondance de consommateurs dont le pouvoir d'achat augmente.

Chaque année des dizaines de millions de Chinois et d'Indiens accèdent au mode de vie de la classe moyenne. Répondre à ce phénomène en proposant de substituer la décroissance à la croissance relève de la facilité, d'une paresse de raisonnement qui consiste à réduire la complexité du monde à

une alternative simpliste décroissance versus croissance. Comme le dit Raymond Boudon « *Il est en effet des circonstances où l'on se persuade facilement que l'on est dans un monde clos ; notamment lorsqu'on a l'impression d'avoir à trancher entre deux théories contradictoires* ».

Or une vision fermée du monde conduit à des solutions simplistes sous formes de régimes autoritaires. Il en est diverses formes.

2 - Pouvoir d'achat, régimes autoritaires et rationnement

Pour réduire notre empreinte carbone et environnementale les innovations sont indispensables tout comme le sont les réglementations qui visent à limiter la production de déchets, les prélèvements sur la ressource en eau ou l'artificialisation des sols (entre autres). Mais au quotidien tout cela accroît les prix relatifs de nombreux produits : logement, énergie, assurances, eau, traitement des déchets ménagers, transports...

Décarboner la croissance passe par la baisse du pouvoir d'acheter certains biens ou services

La croissance ressemble ainsi, pour beaucoup, à de la décroissance, c'est-à-dire à la baisse du pouvoir d'achat. La part contrainte du budget des ménages progresse alors qu'elle est déjà très élevée pour les plus modestes. Hervé Le Bras⁴ a montré que le revenu de la grande majorité

⁴ H. Le Bras, *Se sentir mal dans un pays qui va bien*, Editions de l'Aube, 2019,

des ménages a stagné de 2008 à 2018. Ce n'est pas un hasard si la question du pouvoir d'achat était au cœur de la protestation des Gilets jaunes, qui, ne l'oublions pas ont été longtemps soutenus par une large majorité de la population, celle qui « se sent mal dans un pays qui va bien ».

Ce malaise a des fondements. Les contraintes budgétaires liées à la monnaie unique et la très faible croissance des dernières années nous ont fait entrer dans une société déflationniste. Comme l'ont compris à leurs dépens les Grecs, les Espagnols ou les Italiens, les ajustements macroéconomiques passent (pour l'instant ?) non pas par l'inflation et la dévaluation de la monnaie mais par la baisse nominale des salaires ou des pensions. Les contraintes climatiques et environnementales viennent alourdir ce fardeau.

En France, beaucoup de salariés ou de retraités voient leurs revenus stagner alors qu'augmentent les prix des carburants, des assurances, de l'électricité, de l'eau...

Dans un contexte sans inflation (malgré les efforts de la Banque centrale pour la relancer) la hausse des prix relatifs de l'énergie et de la mobilité est un choc difficile à assumer politiquement. D'où la tentation d'en finir avec les contraintes climatiques mais aussi avec le multilatéralisme en privilégiant la « solution » d'un nationalisme autoritaire.

Ce n'est pas parce que Donald Trump n'est plus à la Maison blanche que le forces qui l'ont conduit au pouvoir ont disparu. Dans les enquêtes d'opinion conduites dans les

pays Européens⁵, une très large majorité de la population (88%) plébiscite la démocratie représentative, mais beaucoup envisagent aussi la démocratie directe (64%), un gouvernement des experts (60%), voire un pouvoir autoritaire (33%). L'opinion reste ouverte à diverses options. En témoigne la montée régulière du vote populiste au premier tour de l'élection présidentielle en France.

Evidemment, comme les Anglais sont en train de le découvrir, le repli derrière les frontières nationales est coûteux. Pour échapper à une récession majeure, ils ont dû accepter de signer avec l'UE un traité commercial qui les oblige à respecter la réglementation européenne. Aux Etats-Unis, malgré la hausse des droits de douane, le déficit commercial avec la Chine a atteint en 2019 un record historique. Les taxes ont surtout affecté le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes.

Pour protéger ces derniers, une autre forme de régime autoritaire consiste alors à promouvoir un rationnement égalitaire. Nous en avons vécu une expérimentation grandeur nature avec les confinements, égalitaires dans leur principe comme l'a montré la hausse de l'épargne des ménages les plus aisés qui, de fait, n'ont pas pu déployer leur pouvoir d'achat. Une telle piste n'est intéressante que pour tous ceux qui pensent que le problème clé est la fortune des riches.

Plutôt que de se limiter à accroître les impôts sur les plus fortunés, n'est-il pas plus satisfaisant pour l'esprit de procéder à un rationnement gé-

néralisé ? Prenons l'exemple du transport aérien.

Le cas d'école du transport aérien

Une récente étude du Commissariat général au développement durable⁶ a rappelé que le transport aérien ne paie actuellement aucune taxe sur les carburants alors que celles que paient les automobilistes représentent l'équivalent de 300 € la tonne de carbone. Comme le rappelaient justement les Gilets jaunes, c'est l'avion qui doit être taxé. Mais à quel niveau ?

► Une valeur de la tonne de CO₂ de 50 euros (valeur officielle en France) représenterait pour un Airbus A340 un montant de 0,68 centime par passager-km alors qu'un billet d'avion revient aujourd'hui de 5 à 10 centimes par kilomètre. Pour que la taxation du carbone ait un impact significatif sur la demande, il faudrait une taxe carbone bien supérieure à 50 euros **et que cette taxe augmente beaucoup plus vite que le pouvoir d'achat des clients**. Or ce dernier n'a cessé de croître depuis 40 ans. En 1980, un vol AR (classe économique) pour Singapour coûtait 730 heures de travail payées au SMIC. En 2019, il en fallait 10 fois moins ! Le transport aérien est une parfaite illustration de l'effet rebond. Les gains de productivité ont été tellement élevés dans ce secteur que la clientèle s'est démocratisée. En 1990, les personnes résidant en France parcouraient en moyenne 9 950 km par an en voiture, contre 930 en train et 1000 en avion. En 2019, les chiffres étaient respectivement de 10000, 1150 et 2600 ! Pour se prémunir de cette révolution,

⁵Fondapol, Démocraties sous tension, une enquête planétaire, sous la direction de Dominique Reynié, Volume 1, les enjeux, page 102, www.fondapol.org

⁶<https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Th%C3%A9matique%20-%20La%20tarification%20des%20C3%A9missions%20de%20CO2%20en%20France.pdf>

il aurait fallu traiter le transport aérien comme un produit de grand luxe, et comme tel abondamment surtaxé.

► Produit de luxe, le terme ouvre la voie à un autre raisonnement substituant à la taxe une régulation par les quantités, sous forme de rationnement. Du point de vue de la répartition des revenus, la taxation a en effet l'inconvénient de peu impacter les hauts revenus. Les classes moyennes et populaires peuvent y voir comme une injustice, surtout si le transport aérien continue à émettre des gaz à effet de serre. Pourquoi dans ces conditions ne pas rationner purement et simplement les activités les plus émettrices de gaz à effet de serre ? C'est le principe de la carte carbone, ou quota carbone, identique pour chaque citoyen.

Cette forme de régulation par les quantités est préconisée depuis longtemps par certains économistes, elle est même appliquée en Europe dans le cadre du mécanisme des permis d'émission et du marché du carbone. Mais le prix durablement faible de la tonne de carbone sur ce marché (25€ le 21 février 2021) révèle que les quantités de droit allouées ont été trop importantes. En outre, le marché des droits à polluer est rejeté par beaucoup dans son principe même puisqu'il permet aux plus riches de continuer à polluer. En interdisant de vendre ou acheter des quotas, la carte carbone devient l'équivalent d'un rationnement administré, comme pendant les guerres. Dans la perspective de pénurie radicale du monde fini, c'est intellectuellement satisfaisant.

Enfin, la faible efficacité du marché du carbone se combine avec sa condamnation morale pour illustrer le dilemme dans lequel nous plonge les engagements climatiques.

Y répondre par un changement radical des prix relatifs reviendrait à réduire considérablement le pouvoir d'achat d'une grande majorité de la population, et pas seulement des voyageurs aériens. Passer au contraire par un rationnement administré très contraignant aurait l'intérêt d'apparaître égalitaire, mais sous la forme d'un nivellement par le bas. Empêcher les riches de prendre l'avion peut être roboratif pour l'esprit, mais pas pour le pouvoir d'achat des plus modestes. Au contraire comme nous l'a appris il y a plus de 300 ans Bernard de Mandeville et sa « Fable des abeilles ».

A ce « monde clos » où s'opposent rationnement par les prix et rationnement par les quantités, la réponse par le repli nationaliste et autoritaire, niant les enjeux climatiques, n'est pas une solution pertinente. Pour sortir de ces impasses, plaçons-nous dans un monde ouvert et complexe.

3 - La croissance verte et la transition solidaire

Depuis le rapport Brundtland (1987), les organisations internationales ont fait le choix de la complexité. Au thème de la croissance zéro, lancé 15 ans auparavant par le club de Rome, a été préférée

la notion de développement durable, combinant les enjeux économiques, sociaux et environnementaux. Mais la situation n'est plus la même. Le réchauffement climatique ne conduit-il pas à marginaliser les questions économiques et sociales ? Pour l'heure, les politiques publiques répondent par la négative à cette question. La croissance reste un objectif central même si on lui ajoute divers qualificatifs : inclusive, verte ou résiliente pour reprendre le jargon européen : car si la croissance c'est la hausse de la productivité, cette dernière peut être mise au service de la protection de l'environnement. Ainsi, les politiques publiques⁷ sont en France fondées sur la notion de « croissance verte ». L'expression se veut rassurante mais elle charrie avec elle une autre forme de simplisme : croire que cette approche créera un consensus national alors que ce sera plutôt le contraire comme le manifeste la façon dont le gouvernement vient de détricoter, au grand dam de ses membres, les propositions de la convention citoyenne. S'il l'a fait, c'est parce qu'il n'a pas voulu remettre en cause les fondements économiques de l'énorme machine à distribuer du pouvoir d'achat qu'est devenu l'Etat grâce à la croissance.

Depuis des décennies les gains de productivité et les innovations ont changé continuellement la structure du produit global. Cela découle de la modification des prix relatifs (baisse pour les produits agricoles et industriels) et la montée en puissance des services dans la consommation des ménages. En effet, une activité qui augmente sa productivité

⁷ Loi sur la transition énergétique pour une croissance verte, n° 2015-992 du 17 août 2015

attire à elle plus de revenus lesquels sont dépensés dans d'autres secteurs par les salariés, l'Etat ou les actionnaires. Une autre option est que la baisse des prix relatifs bénéficie à d'autres secteurs. Cela s'est traduit par ce qu'Alfred Sauvy (1898-1990) a appelé le « déversement des emplois », notamment vers les services publics non marchands, comme l'éducation, la santé, les infrastructures de transport, l'aide aux plus démunis, le soin aux personnes âgées, sans oublier la justice, la police, l'armée etc. Soit une certaine forme de socialisme.

Au début des années 1970, de nombreux économistes français affirmaient que le capitalisme était condamné du fait de la baisse tendancielle du taux de profit. De cette affirmation a découlé tout un programme de recherche sur la « transition au socialisme ». L'élection de François Mitterrand en 1981 et ses choix pro-européens ont paradoxalement sonné le glas de cette idée, tout comme l'a fait la chute du rideau de fer. Pourtant une transition a bien eu lieu. Le socialisme s'est d'une certaine façon installé en France avec l'accroissement tendanciel des dépenses publiques. Elles fondent aujourd'hui notre qualité de vie.

En 2019, elles représentaient 56% du PIB et constituaient, sous forme d'un bien commun, le principal bénéfice de la hausse tendancielle du pouvoir d'achat. En 2020, la barre des 60% a été dépassée et personne ne s'est plaint des déficits publics qui en ont résulté. La France n'est pas devenue socialiste mais l'Etat y est ultra-interventionniste et nous

ne devons pas le regretter. Une croissance verte qui modifierait trop brutalement les prix relatifs de l'énergie et de la mobilité fragiliserait cette mécanique en orientant le progrès technique non pas vers une hausse du produit par tête, mais vers un alourdissement du processus productif sous forme de hausse des coûts. Ce n'est donc pas pour rien qu'en 2017 le ministère du développement durable est devenu le ministère de la transition écologique et solidaire. Ce dernier adjectif a aujourd'hui disparu de la plaque posée sur l'Hôtel de Roquelaure, boulevard Saint-Germain, mais il reste central pour comprendre les choix prudents du projet de loi « Climat et Résilience ». Dans un pays où les dépenses sociales (retraite, santé, famille...) représentent un tiers de la richesse annuelle, la transition écologique ne peut pas prendre la forme de la décroissance ou du rationnement.

Notre économie ne peut se passer de l'industrie aéronautique ou automobile, pas plus qu'elle ne peut cantonner toute l'agriculture à se concentrer sur les marchés locaux et les cantines scolaires.

Une transition écologique va bien avoir lieu, elle est d'ailleurs déjà amorcée. Des transformations majeures auront lieu dans le domaine de l'énergie ou dans les motorisations des véhicules. Une partie de l'agriculture va poursuivre son passage au « bio ». Mais cette transition ne ressemblera pas au remède de

cheval que nous promettent certains « maîtres penseurs ». Elle ne prendra pas non plus la forme de la neutralité carbone compte tenu des limites de la priorité donnée au progrès technique pour réduire les émissions de CO₂. Ainsi un véhicule électrique n'émet pas de CO₂ quand il roule, mais en termes de cycle de vie, il n'est pas neutre en carbone. Cette remarque vaut pour beaucoup de technologies nouvelles (agro-carburants, méthaniseurs, éoliennes, panneaux solaires...), raison pour laquelle l'empreinte carbone de la France baisse beaucoup moins vite que ses émissions. Les progrès techniques ont donc des impacts limités, voire pervers du fait des effets rebonds. Ainsi, le télétravail peut inciter les actifs à accroître la distance entre le domicile et le lieu de travail, entretenant ainsi l'étalement urbain et la dépendance à l'automobile. Le véhicule autonome pourrait avoir les mêmes effets.

La transition écologique ne se fera pas à coup de baguette magique technologique. Elle ne saurait pour autant se transformer en régression autoritaire, quelle que soit sa forme. Elle se fera en cherchant à maintenir la croissance, au fondement de mécanismes de solidarité que personne ne veut voir disparaître. Mais il faudra les adapter aux impacts, qui ne seront pas minces, du changement climatique.





Transition écologique : décroissance ou innovation, devons-nous choisir ?

Par Jean Coldefy

Les émissions de CO₂ qui s'accumulent dans l'atmosphère depuis la révolution industrielle sont la cause de l'élévation de température de la planète, le CO₂ mettant 80 ans à se dégrader. Les conséquences seront gravissimes : sécheresses accrues, famines, menaces pour la sécurité mondiale. Pour contenir le réchauffement climatique à +1.5°C par rapport à 1900, là où nous en sommes rendus aujourd'hui, il nous faut réduire de 50% d'ici 10 ans nos émissions et assurer une neutralité carbone d'ici 2050. C'est tout simplement énorme. Deux philosophies s'affrontent aujourd'hui pour y parvenir : celle de la décroissance, dont les tenants s'appuient sur le rapport Meadow de 1970, qui milite pour la baisse des activités humaines en opposant développement économique et environnement ; et celle du développement durable du rapport Bruntland de 1987 qui est celle d'une décarbona-

tion de nos activités sans remettre en cause la croissance économique ni le potentiel des générations futures.

Pour les premiers la cause est entendue : les ressources sur lesquelles s'appuient nos économies étant limitées dans un monde limité, il n'y a pas d'autres moyens que le rationnement pour respecter les accords de Paris. Les partisans de cette thèse rejettent massivement l'économie de marché et la mondialisation qui seraient les responsables d'une perte de valeurs humaines fondamentales avec « la marchandisation du monde » et de l'explosion des inégalités du fait de la concurrence de tous contre tous. Pour en sortir, il faudrait diminuer nos consommations et nos productions compte tenu de la finitude des ressources, réduire les naissances pour diminuer notre empreinte sur Gaïa, limiter les échanges aux seuls territoires locaux pour plus de résilience et de frater-

nité, reprendre le contrôle de nos destinées face à une machine économique mondiale qui paraît sans maîtrise et devenue folle. Passons en revue ces assertions.

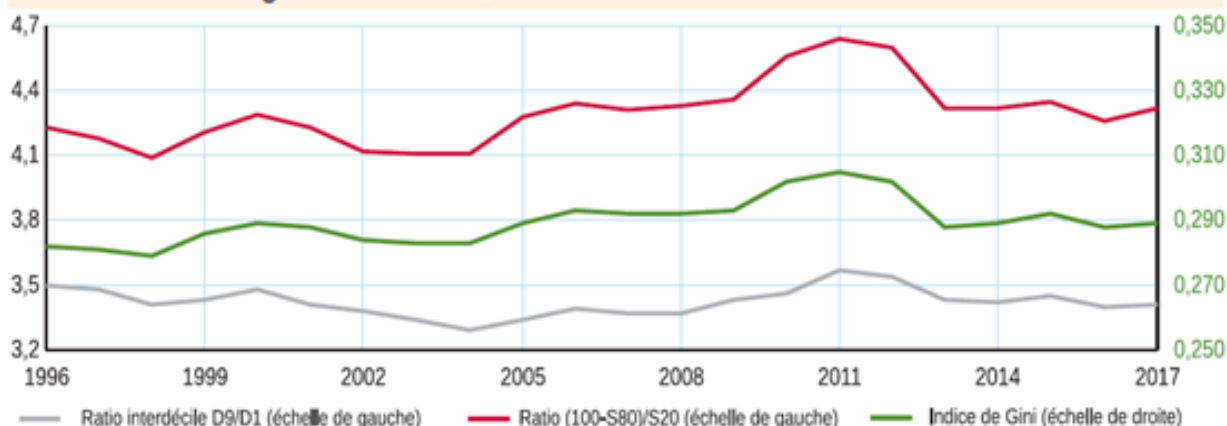
S'il n'y a pas de doute que le réchauffement climatique est une grande défaillance de l'économie de marché, celle-ci n'est pas avec la mondialisation responsable de l'augmentation du chômage en France. Si la France affiche un haut niveau de chômage ce n'est pas le cas de la plupart de nos voisins européens, pourtant beaucoup plus ouverts à la concurrence et qui pour la plupart affichent des balances commerciales excédentaires alors que la nôtre n'a cessé d'être déficitaire depuis 2000.

Quant aux inégalités, l'indice de Gini, qui mesure les inégalités globales au sein des sociétés, il est stable pour la France depuis des années et l'un des plus faibles des pays de l'OCDE, tout comme le rapport interdécile¹. Si les inégalités ont augmenté aux USA et en Chine, c'est pour le premier du fait d'une politique sociale et fiscale interne et pour le second du fait de la naissance d'une classe moyenne et d'entrepreneurs qui sont sortis de la pauvreté, on ne peut que s'en réjouir.



¹ Voir aussi <https://laviedesidees.fr/Les-inegalites-s-accroissent-elles-vraiment.html> et Hervé le Bras « Se sentir mal dans une France qui va bien ».

2 Indicateurs d'inégalités de 1996 à 2017



Sources : J. Coldefy, données INSEE

2019, OCDE	Dépense publique/PIB	Impôts/PIB	Taux marge SNF sur VA	Efforts R&D/PIB 2018	Part Industrie dans VA	Balance opérations courantes	Tx chômage	Taux de pauvreté 2017	Gini 2017	Interdécile	PISA tx élèves très performants	PISA tx élèves peu performants
Allemagne	44.4	38.2	43.05	3.13	25.5	7	3.15	10.4%	0.29	3.7	19.1	12.8
Danemark	50.8	44.9	37.23	3.03	18.2	8.9	5.12	5.8%	0.26	2.9	15.8	7.0
Finlande	53.2	42.7	43.9	2.76	20.4	-0.2	7.36	6.3%	0.27	3.1	21.0	8.1
France	55.9	46	33.2	2.19	13.6	-0.67	8.05	8.1%	0.29	3.4	15.9	12.5
Suède	49.9	43.9	36.93	3.32	18.1	4.2	6.33	9.3%	0.28	3.3	17.1	10.5
RU	41	33.5	33.94	1.73	13.9	-4.3	4.02	11.9%	0.37	4.5	19.4	9.0
USA	37.8	24.3		2.83	15.1	-2.2	3.67	17.8%	0.39	6.2	19.4	12.6

On voit à la lecture de ce tableau l'origine des problèmes français : dépenses publiques très fortes financée par l'impôt (les plus élevés au monde), conduisant à un taux de marge des entreprises les plus faible de l'UE, réduisant ainsi leur capacité à investir et innover, source d'un déficit extérieur élevé. L'industrie française a ainsi été très affaiblie avec une perte de 2 millions d'emplois en 30 ans. Le fort taux de chômage résultant est compensé par de la redistribution évitant la pauvreté, mais ne permettant pas pour autant d'être performant en matière d'éducation, ce qui fragilise l'accès à l'emploi des plus faibles et la montée en gamme de l'économie. La France préfère soigner que prévenir.

L'histoire racontée ne repose pas sur des faits mais sur une construction intellectuelle qui voudrait nous faire croire que la mondialisation est intrinsèquement mauvaise pour le climat, l'emploi et fait exploser les inégalités en France.

Démondialiser, c'est-à-dire réduire les échanges et la concurrence serait pour les tenants de la décroissance la solution à nos maux

C'est oublier que 85% de la population mondiale vivait en 1820 dans la pauvreté extrême contre moins de 25% aujourd'hui et que 1.2 milliard de personnes en sont sorties depuis 1990, essentiellement en Chine et en Inde. Des pays qui vivaient dans la misère se développent. Si la France connaît un fort chômage c'est qu'elle s'est mal adaptée à cette nouvelle donne. Sans matières premières et main d'œuvre peu chère, nous n'avons d'autre choix dans une économie ouverte que

d'investir dans l'innovation, comme l'ont fait bon nombre des pays développés. Sauf à basculer dans une économie fermée, comme en Corée du Nord, avec les résultats catastrophiques que l'on connaît. Moins d'échanges c'est aussi une moindre résilience contrairement à ce qui est parfois affirmé : les échanges permettent de diversifier les sources d'approvisionnement en cas de pénuries. Les grandes famines du moyen âge étaient ainsi le fait de systèmes de transports peu per-

formants et d'échanges très réduits.

La fin de la concurrence impliquerait quant à elle le retour des monopoles. La SNCF nous donne une bonne idée de ce que cela signifie : des prix plus élevés pour les collectivités locales (le train km coûte deux fois plus cher en France qu'en Allemagne réduisant notre capacité à déployer plus de trains), une mauvaise qualité de service (le monopole est plus mobilisé sur l'interne que sur ses clients), de faibles innovations (le monopole n'en a pas besoin), des pressions sur les pouvoirs publics pour faire perdurer sa rente de situation. C'est aussi oublier que c'est la révolution française qui a supprimé les monopoles dans l'industrie et le commerce, permettant à tous d'exercer le métier de leur choix en mettant fin aux privilèges des corporations. La fin de la concurrence serait ainsi extraordinairement cou-

teuse en argent et en emplois, n'aidant en rien la transition énergétique et serait une régression sensible des libertés. On ne voit pas bien ce que la fraternité et les valeurs humanistes y gagneraient, bien au contraire.

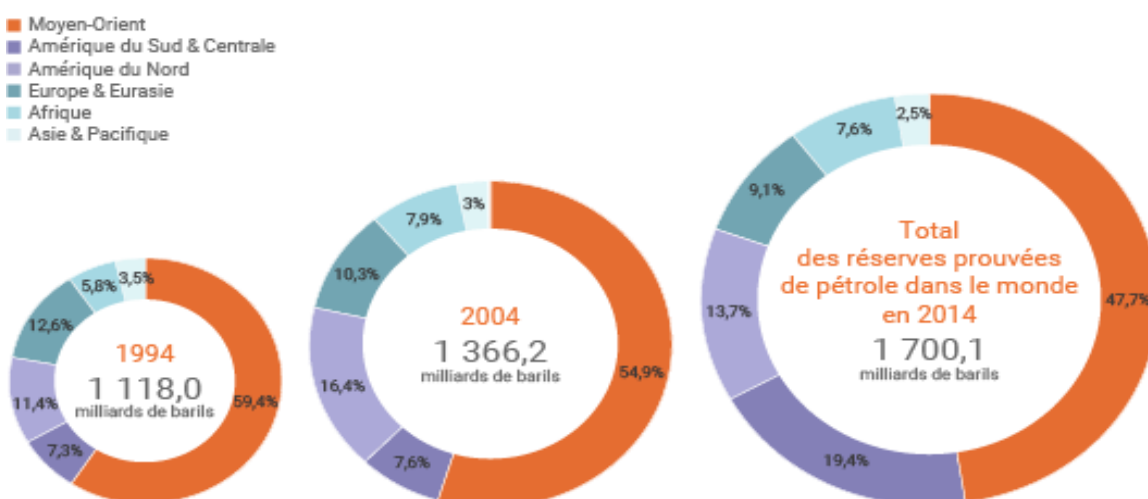
La finitude des ressources repose sur une thèse simple : le monde est fini, donc ses ressources sont limitées et la croissance de leur consommation n'est donc pas infinie.

Qui pourrait contester cela ? Ce raisonnement très ancien a été développé dès le XIX^{ème} par William Stanley Jevons un économiste anglais qui en 1865 démontre que plus le progrès rend les machines efficaces, plus les prix baissent et la consommation augmente. Il pronostique ainsi la fin du charbon pour 1985 et propose de faire preuve de modération pour préserver la ressource. S'il avait vu juste pour le Royaume Uni, à l'échelle de la planète il avait bien tort : le charbon est une ressource

abondante, peu chère et l'une des principales sources d'émissions de CO₂ et de production d'énergie pour de grands pays (Chine, Inde, USA, Russie, Indonésie, Australie, Allemagne, Pologne). Il représente 40% des émissions de CO₂ de la planète. Ainsi en est-il des autres énergies carbonées que nous utilisons, Pétrole et Gaz : leur rareté aurait été une bonne nouvelle pour le climat mais c'est leur abondance et leur praticité et donc des prix bas qui nous conduit à les utiliser massivement.

Ainsi depuis 2000, les réserves prouvées de pétrole ont augmenté de 52% selon BP et le monde disposerait autant de réserves que ce que nous avons déjà consommés (1600 milliards de barils, INSEE). Tous ceux qui ont parié sur la finitude des ressources pour résoudre le problème du réchauffement se sont lourdement trompés parce qu'ils ont raisonné à une échelle trop restreinte et ont sous-estimé les capacités humaines à inno-

Répartitions des réserves prouvées de pétrole en 1994, 2004 et 2014 (en %)



Source : Connaissance des énergies². Annoncer une date de fin du pétrole est un exercice impossible compte tenu de l'évolution de la demande, des nouvelles découvertes et des techniques permettant d'optimiser l'extraction des gisements.

² <https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/reserves-de-petrole-dans-le-monde>

ver. Les échéances de l'accord de Paris sont beaucoup plus proches que la fin (certaine à terme) des réserves dont la date est régulièrement repoussée. C'est pourquoi Jevons prônait une augmentation des taxes et donc des prix pour limiter sans attendre la consommation de charbon.

Réduire les naissances, autre mantra à la mode, procède de la même erreur d'analyse.

Déjà au XIX^{ème}, Thomas Malthus proposait de limiter les naissances pour éviter la pauvreté, compte tenu de la finitude des ressources agricoles. En 2017, alors que la terre abrite deux fois plus d'êtres humains qu'en 1970, le nombre de personnes souffrant de la faim est 3 fois plus faible. Les démographes savent depuis longtemps que la baisse des naissances est opérée pacifiquement par l'élévation du niveau de vie. C'est l'histoire de l'Europe et des Etats Unis et des pays dont le niveau de vie progresse, comme la Chine aujourd'hui. C'est la sortie de la pauvreté qui met fin au besoin d'avoir beaucoup d'enfants pour assurer les revenus du ménage. La croissance économique est ainsi une nécessité et un désir vital pour bon nombre de ménages pauvres dans le monde, on ne pourra pas la limiter.

Reprendre le contrôle est un sentiment largement partagé, en particulier suite aux excès de la finance mondiale.

La demande de régulation qui en découle est constitutive de

l'économie de marché : celle-ci est un entre deux entre le tout état – qui a montré son échec dans les pays communistes – et la main invisible – qui ne peut résoudre tous les enjeux collectifs, comme celui du réchauffement climatique ou des inégalités.

L'économie de marché procède de la liberté des acteurs et est par essence un système décentralisé. Voilà pourquoi les régulations des Etats sont nécessaires et au cœur des économies de marché afin de corriger les externalités négatives comme les dégâts causés par le CO₂, réduire les inégalités par l'impôt progressif et la redistribution et enfin lisser les cycles de la croissance économique. Remettre en cause l'économie de marché c'est donc non seulement renoncer à bon nombre de droits humains, comme la propriété et la liberté de construire sa vie, mais c'est aussi nier les apports de celle-ci en termes de lutte contre la pauvreté et de capacité d'innovation.

La crise Covid l'illustre puisqu'alors qu'il fallait habituellement 10 ans pour développer un vaccin, une année a suffi grâce à la mobilisation des acteurs publics et privés, à l'innovation et à la concurrence, pour le bien commun. C'est d'ailleurs le paradoxe : ceux qui remettent en cause le marché qui fondamentalement repose sur la liberté individuelle et la responsabilité sont aussi ceux qui sont très sensibles à la privation des droits humains fondamentaux.

On le voit, les thèses décroissantistes procèdent de simplismes et vont conduire à un appauvrissement de pans entiers de populations. Elles sont porteuses de fortes restrictions des libertés dans une démarche environnementale quasi religieuse comme en témoigne les déclarations de leurs leaders et les théories qui les sous-tendent³.

On peut sérieusement douter de leur réalisme et acceptation par les populations. Elles mettent néanmoins en lumière que la lutte contre le réchauffement ne sera pas aisée, impactera fortement notre manière de vivre et est potentiellement porteuse de grandes tensions sociales. Le GIEC demande d'investir 3% du PIB mondial chaque année pour décarboner nos économies.

En France cela signifie plus de 70 milliards d'euros par an. C'est le montant de l'impôt sur le revenu, 50% de la TVA, 2 fois la TICPE, 3 fois l'impôt sur les sociétés ! Pour décarboner nos économies, il nous faudra agir sur plusieurs plans : la décroissance de la consommation de produits et services carbonés, une certaine sobriété avec la fin des gaspillages et un recyclage généralisé et enfin l'innovation et l'investissement dans des technologies permettant de produire une énergie décarbonée, à l'image du nucléaire que nous maîtrisons depuis 70 ans. Y parvenir suppose dans un système décentralisé comme celui de l'économie mondiale de créer des incitatifs et un cadre mo-

³ Voir les déclarations de René Dumont « il serait possible de n'autoriser qu'une natalité compensant exactement la mortalité donc d'atteindre très vite la croissance zéro, si on employait des méthodes autoritaires que le danger mondial permettrait de justifier », Hans Jonas, le père du principe de précaution jugeait le « renoncement à la liberté individuelle inéluctable » et émettait l'hypothèse d'une « tyrannie bienveillante, bien informée et animée par la juste compréhension des choses », Dominique Bourg estime lui « qu'on ne peut plus laisser à chaque individu le choix de ses modes de vie ». Yannick Jadot déclarait en 2018 « la raison d'être des écologistes c'est de protéger la vie et sauver l'humanité, oui j'ai la prétention de vouloir sauver l'humanité ».

tivant les acteurs. Cela passe nécessairement par les mécanismes de marché, c'est-à-dire des mécanismes de prix et de régulations.

C'est en donnant un prix aux choses que l'on évite les gaspillages et les pollutions et que l'on limite les effets rebonds, que les seules mesures d'obligations ou d'innovations technologiques ne gèrent pas

Le signal prix est ainsi une mesure complémentaire indispensable pour la transition énergétique. Il est pourtant complètement absent des mesures de la convention citoyenne pour le climat et ne pèse qu'une seule ligne dans le questionnaire du haut conseil pour le climat sur la décarbonation des mobilités. La pensée française, interdire et subventionner, est un vrai handicap pour lutter contre le changement climatique.

Si elle met au centre du jeu et valorise l'Etat (protecteur en interdisant et aidant en subventionnant), elle procède en France d'une croyance que les mécanismes de prix sont par essence injustes. Les interdictions si elles touchent tout le monde ne sont pourtant pas équitables et parfois extraordinairement injustes : ainsi en est-il de l'interdiction des voitures anciennes polluantes dans les centres villes qui touchent les plus faibles que les subventions n'atteindront pas, une voiture neuve coutant au bas mot 1 an de salaire médian (1800 €/mois).

C'est tellement vrai que devant l'impact social d'une telle mesure, sa mise en œuvre est décalée la rendant inopérante, mais les subventions restent pour financer l'achat de voitures neuves avec l'argent public ! Une tarification légère de l'usage de la route dans les grandes villes (1€/j ouvré) exonérant les bas revenus permettrait elle de construire rapidement des alternatives et assurerait de facto une redistribution vers les plus nécessiteux.

Nous préférons ainsi une mesure **inefficace, injuste et couteuse** à une mesure permettant d'accélérer dans la transition en jouant sur le signal prix

Autre exemple, l'isolation des bâtiments, mesure phare de la CCC, n'a généré aucune économie de CO₂ en Allemagne après 340 milliards d'investissements⁴, les ménages ayant raisonné à budget constant et monté le thermostat. C'est une parfaite illustration de l'effet rebond, que seul le signal prix peut contenir.

Le débat de la transition énergétique n'est ainsi pas celui de la décroissance ou de la croissance ni celui d'un optimisme béat devant le potentiel des technologies

Comme depuis 40 ans la croissance restera faible pour un pays développé comme le nôtre, les 30 glorieuses ayant été historiquement une exception.

L'enjeu est celui de l'efficacité et de l'équité. Comment financer cette transition et d'assurer l'acceptabilité des efforts à faire. Qui seront les perdants et les gagnants ? Comment compenser pour les plus fragiles ? Comment impliquer les citoyens et gagner l'adhésion collective, en sortant des simplismes et des fausses solutions et en motivant les entreprises et consommateurs pour y parvenir ?

C'est en jouant sur tous les registres que nous y parviendrons - décroissance des activités carbonées, recyclage généralisé, innovation technologique - et en s'appuyant sur les régulations et mécanismes de prix, pour mobiliser et inciter les acteurs à agir, en assurant la cohésion sociale.

Si l'on revisite certaines de nos croyances, cela n'est pas hors de portée d'un pays comme la France.



⁴https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/10/04/en-allemande-les-renovations-energetiques-des-batiments-n-ont-pas-fait-baisser-la-consommation_6054715_3234.html